

Plan Général de Coordination

Opération de niveau 1 au sens du décret du 26 décembre 1994



Construction d'un bâtiment d'hébergement au Centre Hospitalier
13 Boulevard Richelieu
62140 HESDIN

Maître d'Ouvrage	Coordonnateur SPS
<p>CENTRE HOSPITALIER D'HESDIN 3 Rue Prévost 62140 HESDIN</p> <p>Tél. 03 21 89 69 69 Fax. Mail : lpruvost@ch-montreuil.fr</p>	<p></p> <p>ACI SAS Agence des Hauts de France 5 bis rue du Bois 60220 BOUTAVENT</p> <p>Tél. 03 64 19 80 30 Fax. 09 72 59 18 26 Mail : contact@aci-bet.com</p>

Affaire N°	Date	Version	Rédacteur
2016-121-62-02-19/1	06/12/2019	PRO-V4	Sébastien FAUCHOIS

SOMMAIRE

Sommaire	2
Préambule	5
Objet du plan général de coordination	5
Principes Généraux de Prévention.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable	6
Présentation du projet	6
Situation géographique et description synthétique de l'environnement.....	6
Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
Intervenants concernés par l'opération	7
• Parties contractantes.....	7
• Organismes institutionnels de la prévention.....	8
• Liste des lots et entreprises désignés.....	9
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....	12
Description de l'environnement et des servitudes.....	12
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins.....	12
• Par rapport aux établissements en activité et/ou existants.....	12
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	12
• Matérialisation des réseaux.....	13
• Présence de matériaux ou matériels à risques particuliers	13
Accès au chantier	13
• Véhicules et personnel	13
• Visite de chantier.....	14
• Accueil sur site et formation.....	14
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	14
• Affichage.....	14
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	15
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)	15
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	15
• Infrastructures de chantier.....	15
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges.....	15
• Protections collectives.....	15
Installations de chantier.....	16
Plan d'installation de chantier.....	16
Clôtures	17
Affectation des installations de chantier	17
Dimensionnement du cantonnement.....	18
Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel	18
Secours.....	18
Nettoyage et entretien du cantonnement	18

Autorisations administratives et démarches diverses	18
---	----

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent 19

Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	19
• Généralités.....	19
• Circulations horizontales et verticales.....	19
Travaux sur zone amiantée	19
Généralités	22
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage	22
Emplacement et caractéristiques des grues à tour	22
Contrôle avant montage des grues à tour	22
Montage de la grue à tour	23
Grues mobiles	24
Zones d'interférence des grue à tour	24
Interférences entre les différents types d'appareils de levage	24
Grues auxiliaires de chargement de véhicules.....	25
Vérification des appareils et des accessoires de levage.....	25
Autorisation de conduite	25
Limitation du recours aux manutentions manuelles	25
Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	26
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux	26
• Approvisionnements.....	26
• Magasins.....	26
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	26
• Rappel réglementaire : gestion sélective des déchets de chantier	27
• La responsabilité	28
• Organisation des aires de stockage sur le site.....	28
• Organisation du tri sélectif sur le chantier	28
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	29
• Matières et substances dangereuses	29
Protections collectives	29
Travaux de couverture.....	30
• Les protections périphériques temporaires pour les travaux de toiture.....	30
• Les dispositifs pour atténuer l'effet de la chute	30
Travail en hauteur.....	31
• Travaux de faible hauteur.....	31
Installation électrique de chantier.....	32
Travaux à risques spécifiques (VRD)	33
Prévention des risques liés aux maladies professionnelles	35
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	35

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier..... 37

Respect des contraintes du site	37
Horaires de chantier imposés.....	37
Horaires et contraintes de livraisons	37
Risque incendie	37
Interférences avec les chantiers limitrophes	38
Analyse des risques liés à l'environnement	38

Risques liés à la circulation extérieure	39
--	----

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant 40

Propreté des voies.....	40
Aire de lavage camions et toupies	40
Nettoyage du chantier	40
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	40
Pollution	41
Démarche environnementale, tri des déchets.....	41
• Objectifs.....	41

Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..... 42

Organisation des secours.....	42
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	42
Dispositions en cas de travail isolé	43
Risque incendie	43

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....44

Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	44
Visite d'inspection commune	44
Etablissement d'un PPSPS	45
Diffusion des PPSPS	45
Observations du coordonnateur SPS.....	45
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour	45
Mise à jour du PGC	46
Sous-traitant	46
Travailleurs Indépendants	46
Travail dissimulé.....	46
Prêt de main d'œuvre	47
Recensement des accidents du travail.....	47

Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) 48

Annexe(s) 49

Projet de Règlement de CISSCT	49
Fiche en cas d'accident.....	49
Pré-rapport Amiante avant Démolition	49

PREAMBULE

OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Art L.4531-1 et L.4531-2 du code du travail : *Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur mentionné à l'article R.4216-1 à 33 doivent, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2.*

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

1° Eviter les risques ;

2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;

3° Combattre les risques à la source ;

5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;

6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;

7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;

8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

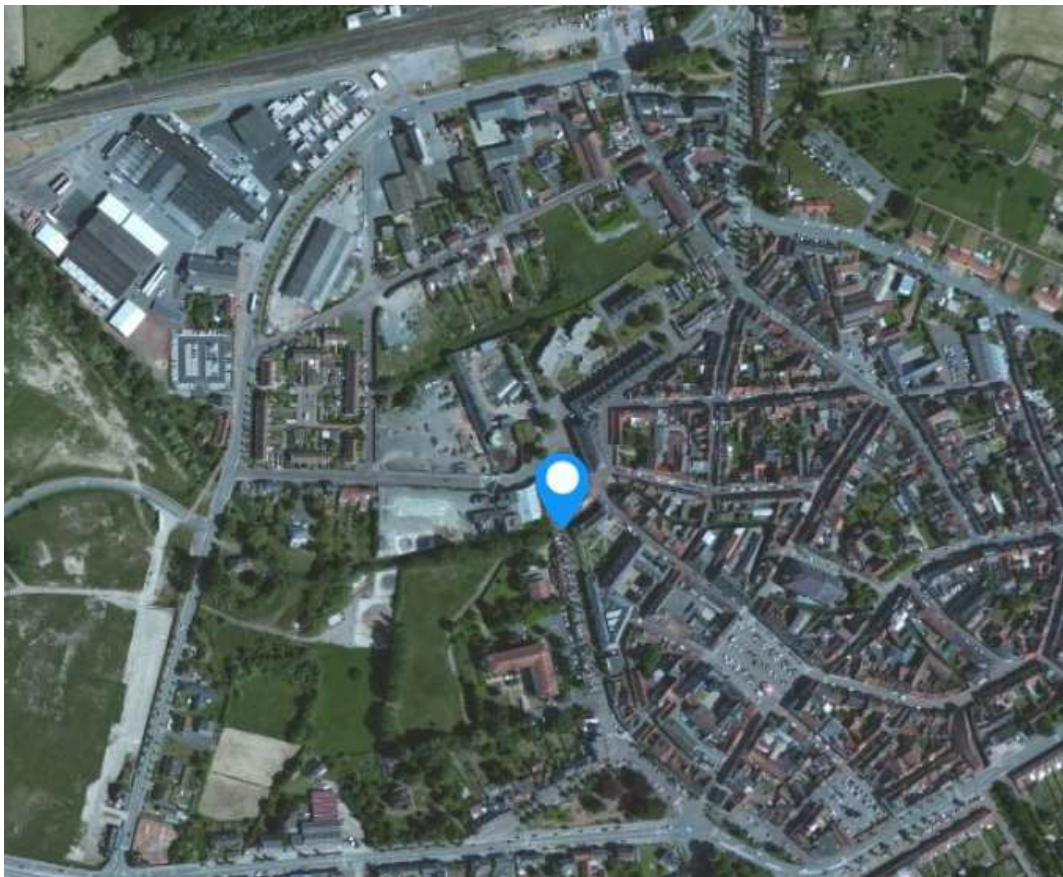
PRESENTATION DU PROJET

Le projet consiste à construire en extension du Centre Hospitalier d'HESDIN des bâtiments d'hébergements EHPAD, foyer de vie, un PASA et un hôpital SSR. Le bâtiment existant est à R+3 + combles techniques sur RDC haut et bas. Il vient de faire l'objet de travaux de mise en sécurité en 2016. Cette mise en sécurité n'est mise à jour que pour les modifications dues aux travaux. L'extension sera uniquement sur le RDC bas et le RDC haut. Elle vise à regrouper sur le seul site RICHELIEU les activités du CH-HESDIN. Cet établissement sera composé à l'issue des travaux de plusieurs bâtiments sur un socle commun à RDC haut et bas :

- 1 bâtiment existant en R+3 sur RDC haut et RDC bas ;
- 1 bâtiment extension UVA à simple RDC haut sur RDC bas partiel ;
- 1 bâtiment extension EHPAD-SSR à RDC haut sur RDC bas.

SITUATION GEOGRAPHIQUE ET DESCRIPTION SYNTHETIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Le projet se situe : 13 Boulevard Richelieu – 62140 HESDIN.



PHASAGE DES TRAVAUX ET CALENDRIER PREVISIONNEL

Les travaux se déroulent dans un délai global de 25 mois avec une période de préparation de 01 mois comprise dans ce délai.

Le début prévisionnel des travaux est fixé en 2020.

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

PARTIES CONTRACTANTES

Intervenants	Sociétés / Adresses	Coordonnées	Représentants
Maître d'Ouvrage	CENTRE HOSPITALIER D'HESDIN 3 Rue Prévost 62140 HESDIN	T. 03 21 89 69 69 (administratif) T. 03 21 89 38 70 (technique) F. P. 06 72 53 08 07 M. lpruvost@ch-montreuil.fr	M. Laurent PRUVOST
Coordonnateur SPS	ACI Agence des Hauts de France Pôle QHSE - 5 bis rue du Bois 60220 BOUTAVENT	T. 03 64 19 80 30 F. 09 72 59 18 26 P. M. contact@aci-bet.com	M. Sébastien FAUCHOIS (T) M. Alain MAUGER (S)
Bureau de contrôle	SOCOTEC Pôle de construction littoral Nord Résidence Le Clos du Mont Lambert 188 Route de Desvers 62280 SAINT MARTIN BOULOGNE	T. 03 21 30 49 98 F. P. M. isabelle.prost@socotec.com	Mme Isabelle PROST
Maîtrise d'œuvre Architecte Mandataire	VILLESANGE MASSON ARCHITECTURES 7 Rue du Change – BP 177 62170 MONTREUIL SUR MER	T. 03 21 06 19 25 F. 03 21 81 18 83 P. 06 86 75 14 87 M. agence.montreuil@vm-architecture.fr ; b.villesange@vm-architecture.fr	M. Benoît VILLESANGE
BET TCE	BERIM 297 Boulevard de Liège – CS 70103 59502 DOUAI	T. 03 27 08 16 20 F. 03 27 08 16 21 P. M. l.leal@berim.fr	M. Lionel LEAL
Economiste	LUCIGNY TALHOUET et ASSOCIES 6 Rue St Claude 75003 PARIS	T. 01 44 54 84 84 F. 01 44 54 84 85 P. M. lta@ltaeco.com	M. Laurent LONGEAU
BET HQE	AGI2D 149 Avenue Jean Lolive 93695 PANTIN CEDEX	T. 03 66 36 90 35 F. 01 41 71 06 33 P. 06 31 74 73 95 M. v.braure@agi2d.fr	M. Vincent BRAURE
BET Acoustique	ACOUSTIQUE VIVIE & Associés 15 Rue Fondary 75015 PARIS	T. 01 45 58 30 13 F. 01 45 78 64 91 P. M. julien.sullerot@acoustique-vivie.fr	M. Julien SULLEROT
BIM Manager	Z STUDIO Architectes 5 Rue de Savoie 75006 PARIS	T. 01 79 97 76 00 F. 01 79 97 76 09 P. M. contact@zstudio.fr	M. Olivier CELNIK

Intervenants	Sociétés / Adresses	Coordonnées	Représentants
OPC	CODESS 113-117 Bois du Mont Lambert 62280 ST MARTIN LES BOULOGNE	T. 03 21 80 91 46 F. 03 21 80 91 57 P. 06 07 59 24 78 M. bdesseaux@codess.fr	M. Bernard DESSEAUX
Paysagiste	DEBARRE DUPLANTIER ASSOCIES 10 Rue Henri Chevreau 75020 PARIS	T. 01 42 81 48 42 F. P. M. info@debarreduplantiers.com	M. Anouk DEBARRE
Coordonnateur SSI	CONCEPTLEC PLUS - PHe 2 Rue du Capitaine Némé 80440 BOVES	T. 03 22 22 04 25 F. 03 22 22 04 31 P. M. contact@conceptlecplus-phe.fr	M. David LEDUC

ORGANISMES INSTITUTIONNELS DE LA PREVENTION

Intervenants	Sociétés / Adresses	Coordonnées	Représentants
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL Unité Territoriale du Pas-de-Calais 5, rue Pierre Bérégovoy - BP 60539 62008 ARRAS CEDEX	T. 03 21 60 28 00 F. 03 21 60 28 50 M. ddtefp.pas-de-calais@direccte.gouv.fr	
CARSAT	CARSAT NORD PICARDIE 11 Allée Vauban 59662 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	T. 09 71 10 39 60 F.	
OPPBTP	OPPBTP Agence Hauts-de-France Parc Europe - Bât 10 340, Avenue de la Marne 59700 MARCQ EN BAROEUL	T. 03 20 52 13 14 F. 03 20 52 64 76	

LISTE DES LOTS ET ENTREPRISES DESIGNES

Intervenants	Sociétés / Adresses	Coordonnées	Représentants
MACRO-LOT 1			
Lot 1.1. - Démolition			
Lot 1.2 – Désamiantage			
Lot 1.3 – Gros-œuvre			
Lot 1.4 – Charpente			
MACRO-LOT 2			
Lot 2.1 – Couverture			
Lot 2.2 - Bardage			
Lot 3 – Etanchéité			
Lot 4 - Peinture			
Lot 5 – Revêtement façades (enduit sur isolant)			
Lot 6 – Revêtement sols souples			

Intervenants	Sociétés / Adresses	Coordonnées	Représentants
Lot 7 – Revêtements sols durs			
Lot 8 – Menuiseries extérieures			
Lot 9 – Fluides médicaux			
Lot 10 - Métallerie			
Lot 11 – VRD - Terrassements			
Lot 12 – Cloisons - Doublages			
Lot 13 – Plafonds suspendus			
Lot 14 – Nettoyage fin de chantier			
Lot 15 - Signalétique			
Lot 16 – Menuiseries intérieures / Equipements mobiliers			
MACRO-LOT 17			
Lot 17.1 - Plomberie			
Lot 17.2 - CVC			

Intervenants	Sociétés / Adresses	Coordonnées	Représentants
Lot 18 – Electricité CF, Cf et DI			
Lot 19 – Espaces verts			
Lot 20 – Appareils élévateurs			
Lot 21 – Rails lève-personnes			

MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

En dehors des mesures dictées dans le présent Plan Général de Coordination, les entreprises doivent respecter l'ensemble des consignes décrites dans les pièces écrites et graphiques de la maîtrise d'oeuvre et du Pilote.

PAR RAPPORT AUX BATIMENTS, CONSTRUCTIONS, OUVRAGES VOISINS

Nous recommandons aux entreprises de se rendre sur place avant de remettre leur offre afin de prendre en compte les accès, les contraintes avoisinantes propres à l'exécution des travaux.

Pour tous les travaux de reprise en sous-œuvre, les entreprises fournissent un mode opératoire avant le début de leur intervention. Toutes les mesures doivent être prises pour assurer la sécurité de l'ouvrage ainsi que celle des ouvriers.

L'entreprise doit respecter scrupuleusement les limites parcellaires et maintenir les abords en permanence propres y compris les réseaux d'évacuation.

PAR RAPPORT AUX ETABLISSEMENTS EN ACTIVITE ET/OU EXISTANTS

Pendant toute la durée des travaux, les entreprises ont l'obligation de maintenir en place une signalétique de chantier, de maintenir les voies de circulation propres et dégagées, conformément à la Note d'Organisation de chantier - ind.4 en date du 05/12/2019.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que l'opération se déroule dans le site de l'hôpital d'HESDIN, ouvert au public. L'entrée principale sera modifiée pour les besoins du chantier.

La circulation des véhicules du chantier sur la voie d'accès commune sera gérée par l'agent de trafic en charge du portail d'entrée.

Les travaux en phase 1 nécessitent le réaménagement des accès ; en phase 2, l'extension sera déjà livrée.

PAR RAPPORT AUX RESEAUX A CONSERVER, A DEVIER

Les réseaux à conserver ou à dévier sont précisés en fonction des DT / D.I.C.T. Les DT / D.I.C.T. sont obligatoires avant tout démarrage de chantier, quelle que soit la nature des travaux. Il est indispensable d'être en possession de toutes les réponses aux DT / D.I.C.T. ainsi que les plans, pour connaître la présence ou non de réseaux et canalisations par rapport au terrain (la terre, l'eau...).

Depuis le 1^{er} juillet 2012, vous devez adresser aux exploitants, via le guichet unique de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) les nouveaux formulaires téléchargeables sur Internet.










Selon le décret, l'exploitant devra positionner ses réseaux en 3 classes :

- **Classe A** : l'incertitude maximale de localisation indiquée doit être inférieure ou égale à 0,40 m s'il est rigide et 0,50 m s'il est flexible et l'incertitude maximale est portée à 0,80 m pour les ouvrages souterrains de génie civil.
- **Classe B** : l'incertitude maximale de localisation indiquée par l'exploitant est supérieure à celle relative à la classe A et inférieure ou égale à 1,50 m.
- **Classe C** : l'incertitude maximale de localisation indiquée par l'exploitant est supérieure à 1,50 m ou si l'exploitant n'est pas en mesure de fournir la localisation correspondante.

A partir du 1^{er} janvier 2018, toute personne intervenant à proximité des réseaux doit avoir l'AIPR. Cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux. (L'AIPR = Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux).

MATERIALISATION DES RESEAUX

Une fois la détection effectuée, il faut faire réaliser un piquetage au sol par des fiches, ou un marquage au sol par des traits de peinture, matérialisant le tracé de la tranchée à réaliser selon un code couleur. Les couleurs utilisées répondent à la norme NF P 98-332. Elle impose une couleur précise et unique par type de réseau. La prestation est complétée par une estimation de la profondeur notée à intervalle régulier.

Codes couleurs normalisées des réseaux NF P 98-332	
	Electricité, BT, HTA ou HTB et éclairage
	Gaz combustibles (transport et distribution) et hydrocarbures
	Produits chimiques
	Eau potable
	Assainissement et Pluvial
	Chauffage et Climatisation
	Télécommunications
	Feux tricolores et Signalisation routière
	Zone d'emprise multi-réseaux



PRESENCE DE MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante :

Le Maître d'Ouvrage a fait réaliser :

- un Pré-rapport Amiante avant démolition par le bureau VERITAS sous le n° 7118469/S1.1.2.rev3.R en date du 30/07/18 remplaçant le pré-rapport n° 7118469.S1.1.2.rev2.R en date du 06/03/2018.

La conclusion de ce pré-rapport indique la présence de matériaux et/ou de produits contenant de l'amiante. Celui-ci devra être annexé au DCE et transmis à l'ensemble des intervenants avant toute intervention.

ACCES AU CHANTIER

L'opération se déroulant à proximité d'un site en exploitation, il est donc nécessaire de prendre des précautions particulières d'organisation et de gérer l'accessibilité et d'interdire l'accès aux personnes non autorisées.

Un contrôle d'accès doit être mis en place à chaque accès de la zone chantier afin d'en assurer le contrôle.

VEHICULES ET PERSONNEL

L'accès au chantier se fait par le boulevard de Richelieu.

Durant la phase de préparation de chantier, un plan de circulation est mis au point par l'entreprise CODESS (Pilote de chantier) et sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du CSPS.

Les accès du personnel au chantier et aux cantonnements sont clairement indiqués sur les plans d'installation de chantier.

VISITE DE CHANTIER

Chacun des intervenants est en charge d'assurer la sécurité de toutes les personnes qu'il fera pénétrer sur le site.

L'intervenant, organisateur de la visite, demeure le seul responsable de la fourniture des casques et chaussures de sécurité, ainsi que des éventuels dommages matériels subis ou causés par les visiteurs au cours de la visite.

L'entreprise de gros-œuvre met à disposition de la Maîtrise d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, des BET et des organismes de prévention des casques et des chaussures en nombre suffisant dans la salle de réunion.

ACCUEIL SUR SITE ET FORMATION

Le personnel de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins doivent avoir et reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une formation pratique en matière de sécurité appropriée au site et à la nature des travaux à effectuer (chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement).

Cette formation doit être animée par le chef de chantier et/ou le conducteur de travaux de chaque entreprise ; celle-ci doit porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier et autour du chantier,
- Les conditions d'approvisionnement des matériaux,
- La sécurité pendant l'exécution du travail, en fonction des travaux à réaliser à proximité par les autres intervenants,
- Les dispositions à prendre en compte en cas d'accident,
- La situation et le contenu de la trousse de premiers secours.

Les entreprises faisant appel à du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- Le certificat d'aptitude médical pour l'occupation de son poste a bien été délivré,
- Les salariés intérimaires sont intégrés à l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité pour cette opération et la fourniture d'équipements individuels de protection.

FLECHAGE - SIGNALIQUETIQUE D'ACCES

L'itinéraire d'accès doit être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile, susceptible de détériorer les voiries existantes.

Chaque entrepreneur informe ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

AFFICHAGE

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous-traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

DISPOSITIONS POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER

Seules les personnes travaillant pour le Maître d'Ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du Maître d'Ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

L'ensemble des intervenants sur le chantier, qu'il s'agisse de la Maîtrise d'ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre ou des entreprises, doivent être munis de badges d'identification. Ce badge comporte les informations suivantes :

- Le nom ou logo de l'opération ;
- Le nom de l'entreprise (ou celui du sous-traitant) ;
- Le nom de la personne ;
- La date de validité du badge ;
- La photo de la personne.

Le badge est porté en permanence par l'employé sur le chantier. Les badges sont délivrés par l'entreprise titulaire du lot gros-œuvre et sont attribués après remise des pièces constitutives énoncées ci-après :

- Le formulaire de demande de badge dûment rempli par le responsable de l'entreprise demandeuse ;
- La déclaration nominative de l'entreprise demandeuse.

L'outil informatique de création des badges et de son fonctionnement (personnel dédié) est à la charge du titulaire du lot gros-œuvre. La liste des personnels présents est tenue à jour quotidiennement par le responsable de l'entreprise sur le site. Elle doit être présentée sur simple demande du Coordonnateur SPS, du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre ou de l'OPC et doit être présentée aux Organismes de Prévention sur leur demande.

EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé, est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier. Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il est favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

INFRASTRUCTURES DE CHANTIER

Les infrastructures du chantier seront réalisées et à la charge des entreprises telles que décrites dans la Note d'Organisation de chantier – ind. 4 en date du 05/12/2019.

MOYENS DE LOGISTIQUE ET DE MECANISATION DU TRANSPORT VERTICAL DES PERSONNES ET DES CHARGES

L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre doit mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace est limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La recommandation CNAMTS R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), édition décembre 2009, est appliquée.

PROTECTIONS COLLECTIVES

La mise en place et le maintien des protections collectives du chantier seront gérés conformément à la Note d'Organisation de chantier – ind. 4 en date du 05/12/2019.

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne peuvent débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

La zone de cantonnement est aménagée sur une plateforme préalablement préparée pour recevoir ces équipements et permettre de maintenir, pendant toute la durée du chantier, une zone cantonnement parfaitement praticable.

Les piétons peuvent accéder et quitter les installations de chantier (base-vie) en tenue de ville et sans EPI particulier.

Les installations de chantier, les branchements et raccordements nécessaires au bon fonctionnement du chantier, ainsi que toutes les démarches administratives doivent être réalisées selon la Note d'Organisation de chantier – ind 4 en date du 05/12/2019.

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le plan d'installation de chantier est établi et mis à jour par l'entreprise CODESS, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

Compte-tenu de la complexité et de l'ampleur de cette opération, nous souhaitons avoir plusieurs plans d'installation de chantier en fonction des différentes phases de chantier.

Au minimum, nous souhaitons obtenir un PIC pour :

La phase n°1 :

- La phase de construction – phase 1 ;
- Les travaux de second-œuvre – phase 1 ;
- Les travaux d'aménagement – phase 1.

La phase n° 2 :

- La phase de construction – phase 2 ;
- Les travaux de second-œuvre – phase 2 ;
- Les travaux d'aménagement – phase 2.

Le plan d'installation de chantier doit préciser :

- L'implantation des cantonnements de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoire...) ;
- L'emplacement du panneau de chantier et panneaux de communication ;
- Les zones d'approvisionnement, de stockage du matériel, des matériaux ;
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales ;
- Le positionnement des coffrets électriques, eau... ;
- La position des engins de levage : grue(s) avec le rayon de giration de flèche ;
- L'aire d'assemblage, de préfabrication ;
- Les accès de chantier véhicules et piétons extérieurs et intérieurs ;
- Les zones de circulation véhicules - piétons ;
- Les emplacements de bennes à déchets ;
- Les emplacements des zones de lavage ;
- Le point de rassemblement des secours ;
- L'emplacement et le type de clôture ;
- La position des clôtures de chantier ;
- Les aires de déchargement et de chargement des camions.

CLOTURES

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Le clos du chantier est réalisé en bacs acier de couleur blanche. L'entreprise installe la clôture de chantier avant le début de ses travaux et assure l'entretien, le déplacement éventuel en cas de besoin, assure l'ouverture et la fermeture de son chantier pendant toute la durée de ses travaux.

L'entreprise assure la continuité des obligations énumérées ci-dessus jusqu'à la réception des travaux avec la dépose des clôtures. Elle assure chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

En complément de ces clôtures, les entreprises pourront installer des clôtures amovibles de type HERAS afin de baliser leur zone d'intervention.

Nous attirons l'attention que l'hôpital accueille des personnes pouvant être amenées consciemment ou non à déambuler autour du chantier, voire même de rentrer dans la zone de travaux.

Une intrusion n'est pas à exclure à tout moment de la journée ou en dehors des heures de travail. Par conséquent, l'entreprise en charge des installations de la clôture doit prévoir des constats de celle-ci de façon périodique pour s'assurer que le chantier est bien clos.

AFFECTATION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier sont réalisées selon la Note d'Organisation de chantier – ind 4 en date du 05/12/2019 suivant le détail ci-après :

- Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking ;
- Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier ;
- Réseaux divers existants à protéger ;
- Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.) ;
- Plates-formes pour zones de stockage et zone de cantonnement ;
- Sanitaires :

Ils sont installés et raccordés par l'entreprise principale avant le début des travaux et ce, jusqu'à la réception des travaux et comprennent :

- ✓ Un lavabo pour 10 personnes,
- ✓ Une douche pour 20 personnes,
- ✓ De l'eau potable et à température réglable,
- ✓ Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont un cabinet équipé d'un poste d'eau.

Conformément au Code du Travail, les salariés de sexe féminin doivent bénéficier d'installations d'hygiène et de vestiaires séparés de celles des hommes.

- Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur ;
- Salle de réunion commune pour les réunions de chantier ;
- Vestiaires, réfectoires de son lot jusqu'à la fin de sa prestation :
 - ✓ Les vestiaires devront être équipés d'armoires individuelles de type B à 2 compartiments fermant à clés ;
 - ✓ Le réfectoire devra être équipé :
 - ✓ Table et chaises en nombre suffisant ;
 - ✓ Appareils de réchauffage alimentaire ;
 - ✓ Eau potable ;
 - ✓ Réfrigérateur.

- Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment ;
- Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées) ;
- Bennes à déchets.

DIMENSIONNEMENT DU CANTONNEMENT

Le cantonnement de chantier sera dimensionné selon l'effectif de pointe défini lors de la période de préparation.

PROTECTION CONTRE L'INCENDIE DES LOCAUX RESERVES AU PERSONNEL

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques sont prévus dans les locaux réservés au personnel.

SECOURS

Les consignes d'alerte des secours sont affichées dans le bureau de chantier et tous les chefs d'équipes de toutes les entreprises doivent avoir un téléphone portable.

Le point de rassemblement est défini à l'entrée gauche du 13 boulevard Richelieu.

En cas d'évacuation, il est demandé aux responsables des entreprises de gérer leurs personnels de sorte à ne pas entraver la circulation des services de secours.

NETTOYAGE ET ENTRETIEN DU CANTONNEMENT

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement sont réalisés et à la charge de l'entreprise titulaire du lot gros-œuvre :

- Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène ;
- Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette).

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses sont réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail - CARSAT/CRAMIF - OPPBTP	L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre

MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

GENERALITES

Les circulations piétonnes sont différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique est mise en place dès le début des travaux par l'entreprise principale.

Le cheminement vers le cantonnement est protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et doit mener directement à l'extérieur du chantier.

CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES

L'évacuation des déchets générés par les travaux est gérée au fur et à mesure de l'avancement du chantier en laissant les zones de circulation propre et dégagées.

Les accès au niveau des entrées du bâtiment sont aménagés de manière à protéger les ouvriers et le personnel contre le risque de chute d'objets et de chutes de plain-pied.



TRAVAUX SUR ZONE AMIANTEE

En fonction des travaux et de la présence ou non d'amiante, les entreprises devront être formées et habilitées pour travailler à proximité de matériaux amiantés.

Intervention en sous-section 4 :

L'ensemble des travaux de désamiantage devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune coactivité.

L'entreprise devra adresser son Plan de Retrait à l'Inspection du Travail pour validation.

L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Sous-section 4 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du Code du Travail.

Formation

Tous salariés exposés réalisant une intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante doit être formé conformément au code du travail.

Chaque type de personnel, encadrant technique, encadrement de chantier, cumul de fonction opérateur de chantier sont concernés par la formation qui doit répondre aux prescriptions minimales de formation applicables aux activités de chacun.

L'entreprise doit fournir les attestations de compétence de ses salariés.





Obligations réglementaires concernant les salariés :

- Aptitude médicale à établir par le médecin du travail.
- Information et formation du personnel d'encadrement et des opérateurs sur le risque amiante, le mode opératoire, les moyens de prévention et le port des équipements de protection respiratoire.
- Notice à remettre au salarié avant toute intervention sur un matériau amianté, indiquant les méthodes et équipements de travail à employer ainsi que les équipements de protection individuelle.
- Fiche d'exposition à transmettre aux salariés et au médecin du travail.
- Surveillance médicale renforcée décidée par le médecin du travail au vu des fiches d'exposition.
- Attestation d'exposition à établir par l'employeur et le médecin du travail, au vu des fiches d'exposition et à remettre au salarié à son départ de l'entreprise.

Les travaux sur flocages et calorifuges sont interdits aux jeunes de moins de 18 ans et aux salariés sous contrat à durée temporaire

Equipements de protection individuelle

- Masque avec filtre P3
- Combinaison jetable de type 5
- Film plastique de récupération posé au sol.
- Sac à déchets
- Aspirateur à filtre de très haute capacité.

Dans un premier temps, les entreprises concernées et en concertation avec le MOE devront réaliser un mode opératoire de manière à éviter le risque amiante et en cas d'impossibilité de le réduire.

Intervention en sous-section 3 :

Elaboration du plan de retrait :

L'entreprise garantit au Maître d'Ouvrage la conformité aux normes et règles applicables. Elle est en outre, pleinement responsable de l'obtention des accords administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses travaux et de tous les frais en résultant : en particulier, **l'établissement du plan de retrait prévu par l'article R 4412-119** du Code du Travail accompagné de sa notice de poste prévue par les articles R 4412-39 et R 4412-97 du code du travail.

L'entreprise doit réaliser son plan de retrait amiante un mois au minimum avant la date de commencement des travaux.

L'entrepreneur adresse celui-ci à l'Inspecteur du Travail, à l'agent de la CARSAT et à l'OPPBTP du lieu de l'exécution des travaux.

Le plan de retrait doit être communiqué 1 fois par trimestre au médecin du travail et au CHSCT de l'entrepreneur.

L'élaboration du plan de retrait amiante résulte de l'analyse des risques établit par l'employeur et doit être décomposé en 18 parties :

1. La localisation de la zone à traiter ;
2. Les quantités d'amiante manipulées ;
3. Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
4. La date de commencement et la durée probable des travaux ;
5. Le nombre de travailleurs impliqués ;
6. Le descriptif du ou des processus mis en oeuvre ;
7. Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en oeuvre ;
8. Les modalités des contrôles d'empoussièrement ;
9. Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs et celles des moyens mis en oeuvre utilisés pour la protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
10. Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
11. Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
12. Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
13. Les durées et temps de vacation ;
14. Les dossiers techniques des ouvrages ou parties d'ouvrage repérées comme contenant de l'amiante ;
15. Les notices de poste ;
16. Un bilan aéraulique prévisionnel pour les travaux réalisés sous confinement ;
17. La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier, les attestations de compétences, les avis d'aptitude médicale, le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés avec la date de validité de leur formation ;
18. Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante.

L'entreprise sera responsable de la validation de son plan de retrait et de confinement par l'administration.

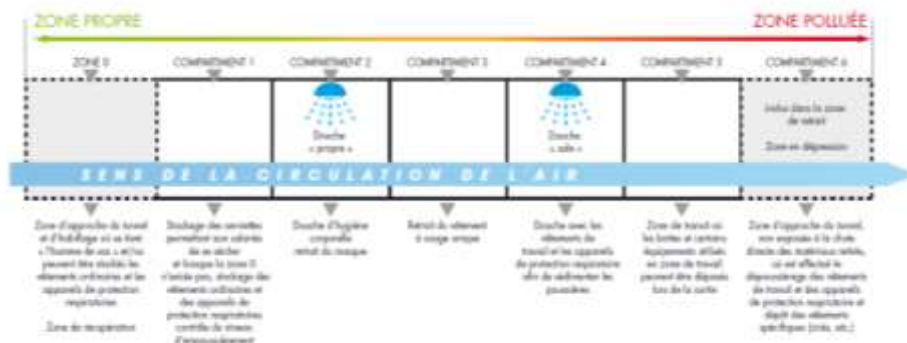
Mesures de prélèvement atmosphérique

Des mesures réalisées sur prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage, de manière à déterminer le niveau d'empoussièrement :

- Pendant les travaux de désamiantage, mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant article R. 4412-104 du Code du Travail ;
- Avant démantèlement du confinement, prélèvement d'air en zone confinée : « contrôle de première restitution » suivant article R. 1334-18 du Code de la Santé Publique.

Cantonnement, Base vie, Unité de décontamination

Le titulaire installe sur chaque zone de retrait d'amiante une unité de décontamination permettant de garantir l'hygiène et la sécurité du chantier au regard du risque amiante.



GENERALITES

Les entreprises tiennent compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Les entreprises tiennent compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

EMPLACEMENT ET CARACTERISTIQUES DES GRUES A TOUR

L'emplacement et les caractéristiques (capacité, hauteur, longueur de flèche) des grues à tour doivent répondre aux exigences réglementaires en vigueur et notamment :

- Tenir compte de l'exiguïté de la place mise à disposition,
- Tenir compte de la présence des réseaux enterrés et/ou aériens,
- Tenir compte des réseaux enterrés à réaliser,
- Permettre les remblaiements périphériques des ouvrages dès l'exécution du plancher bas du rez-de-chaussée,
- Limiter les risques d'interférences entre elles et avec les grues des chantiers mitoyens ainsi que le survol des bâtiments voisins.

CONTROLE AVANT MONTAGE DES GRUES A TOUR

L'entrepreneur vérifiera l'homogénéité et la portance du sol d'assise en utilisant l'étude géotechnique fournie dans le DCE et/ou le fera compléter en fonction de ses besoins avant l'installation. Il prendra à sa charge les notes de calcul nécessaires à l'installation de celle-ci tels que les frais des études des fondations, les effets de site... L'entrepreneur doit faire vérifier par un bureau de contrôle ses notes de calcul ainsi que la réalisation des ouvrages d'infrastructure avant la pose de la grue.

Les contrôles de la grue doivent être conformes à l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux « vérifications des appareils et accessoires de levage » ; il prévoit notamment l'examen d'adéquation. Cet examen d'adéquation doit être réalisé par un organisme agréé, à la charge de l'entreprise qui installe la grue.

Une copie de l'ensemble des documents doit être remis au coordonnateur pour information et une copie sur le site.

MONTAGE DE LA GRUE A TOUR

Le montage des grues à tour doit s'effectuer sans coactivité. La zone sera dégagée et balisée. Des panneaux « danger », « chute d'objets », « passage interdit... » seront mis en place par l'entreprise principale.

Dispositifs de sécurité au vent des grues à tour

Pour la sécurité des grues au vent, un anémomètre doit être mis en place sur les grues à tour, conformément aux recommandations adoptées par le comité technique national des industries du bâtiment et des travaux publics, à savoir :

- Contrôle permanent par voyant lumineux de la vitesse du vent,
- 2 seuils de vitesse préétablis pour le déclenchement des alarmes à 50 Km/h et 70 Km/h avec signallement extérieur lumineux et sonore.

Un drapeau sera également installé sur la contre-flèche pour indiquer la direction du vent.

Les grues à tour seront également équipées d'un dispositif de « mise en girouette électrique en pied de grue ». Il s'agit d'une lampe verte installée en sous-face de la cabine et qui s'actionne automatiquement par la « mise en girouette électrique pied de grue ».

Contrôle avant mise en service des grues à tour

Les grues à tour doivent être contrôlées avant leur mise en service par un organisme agréé. Une copie du rapport de contrôle sera transmise au coordonnateur SPS et une copie restera sur le site.

Périmètres de protection

L'entrepreneur a à sa charge la fourniture, la pose et l'entretien d'une protection en bas du fut de la grue sur une hauteur de 2 mètres afin d'éviter à toute personne de monter sur la grue.

Zones de survol interdit

Le survol en charge, en dehors de l'emprise du chantier et au-dessus des bâtiments existants, est strictement interdit. La grue doit être équipée d'un dispositif nécessaire pour limiter la translation du chariot et/ou la rotation de la flèche pour respecter les interdictions de survol.

Certificat et autorisation de conduite

Le grutier doit être titulaire d'un CACES et d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur. Il doit pouvoir produire ces pièces à toute réquisition.

Moyens de communication

Le grutier et les chefs de manœuvres doivent être en communication phonique satisfaisante.

Mise à disposition de la grue à tour

L'entrepreneur principal doit :

- Maintenir en place la grue à tour avec son grutier tel que défini dans les pièces écrites de la maîtrise d'œuvre ;
- Etablir une convention de levage avec chaque entreprise concernée.

En phase de préparation de chantier, chaque entreprise doit communiquer au lot gros œuvre et au Maître d'œuvre ses besoins en matière de levage et le calendrier souhaité.

GRUES MOBILES

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

ZONES D'INTERFERENCE DES GRUE A TOUR

Les conducteurs et les entreprises de gros œuvre doivent se concerter avant l'installation de leur grue à tour.

Les mesures particulières de sécurité consécutives à l'installation de plusieurs grues à tour dont les zones d'action interfèrent :

- Rechercher la meilleure implantation des grues pour éviter les volumes d'interférences ;
- Installer des dispositifs de gestion des interférences appropriés si les interférences ne sont pas éliminées ;
- Donner une formation appropriée aux grutiers, aux chefs de manœuvre et aux opérateurs concernés relative aux grues ainsi équipées pour leur permettre la compréhension de fonctionnement des dispositifs et des conditions de leur mise en œuvre ;
- La mise en girouette doit demeurer possible. Elle ne doit intervenir que dans les conditions propres à éviter le heurt avec les grues sur-volantes.

Dispositif d'aide à la conduite des grues

L'installateur du dispositif d'aide à la conduite des grues a été choisi par l'aménageur suivant les règles normales imposées par le code des marchés publics.

L'installateur facturera ses prestations à l'aménageur qui ventilerà ces dépenses, en toute transparence, aux constructeurs. Des contrôles inopinés seront initiés par l'aménageur, à ses frais.

INTERFERENCES ENTRE LES DIFFERENTS TYPES D'APPAREILS DE LEVAGE

Afin d'éviter les risques de heurts liés aux interférences entre les différents types d'appareils de levage et notamment entre les grues à tour et les grues mobiles, l'entreprise concernée doit prendre les dispositions suivantes :

- Etablir au moins 8 jours à l'avance le calendrier des manutentions. Le maître d'œuvre, le lot gros œuvre et le coordonnateur SPS sont destinataires de ce calendrier.
- Indiquer sur le plan d'installation du lot gros œuvre la position et le type de la grue envisagée.
- Se concerter avec le lot gros œuvre et le coordonnateur SPS pour éviter les risques de heurts.
- L'entreprise concernée et le lot gros œuvre donneront les consignes nécessaires à leur grutier.

GRUES AUXILIAIRES DE CHARGEMENT DE VEHICULES

La recommandation de la CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules doivent être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

Chaque entreprise doit prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé doit être abordé au cours de la visite d'inspection commune et les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions sont définis dans le PPSPS de l'entreprise.

Le planning des travaux est organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage.

En cas d'impossibilité, un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites est mis en place.

Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.

VERIFICATION DES APPAREILS ET DES ACCESSOIRES DE LEVAGE

L'ensemble des appareils de levage doit être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification doivent être communiqués au coordonnateur SPS et disponibles sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

AUTORISATION DE CONDUITE

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établie par son employeur.

LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES

Les entreprises intervenantes doivent prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause, un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédant un poids de 45 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

MANUTENTIONS MECANIQUES A PARTIR D'UN ENGIN DE TERRASSEMENT

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Concernant les besoins en surface de stockage et surface de magasins, les entreprises doivent formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.

Concernant les dispositions relatives aux approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier, les fournisseurs sont informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.

L'entreprise concernée doit prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.

APPROVISIONNEMENTS

Les matériels et matériaux doivent être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

MAGASINS

Une aire de stockage sera réalisée, à titre provisoire, dans le but d'y entreposer les magasins des différentes entreprises. Les aires prévues à cet effet seront localisées sur le Plan d'Installation de Chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Chaque magasin doit être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise a à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises sont tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

En cas de stockage de produit dangereux et/ou polluant, l'entreprise devra apposer les logos réglementaires sur l'extérieur du magasin.

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Les déchets du bâtiment représentent 40 millions de tonnes dont 93 % proviennent des opérations de démolition et de rénovations avec :

- 75 % de déchets inertes,
- 20 % de déchets non dangereux,
- 5 % de déchets dangereux.

La Directive Européenne 200/98/CE du 19 novembre 2008 est rentrée en vigueur et nous impose d'atteindre une revalorisation des déchets du BTP à la hauteur de 70%.

RAPPEL REGLEMENTAIRE : GESTION SELECTIVE DES DECHETS DE CHANTIER

Les entreprises sont tenues de se référer à tous les textes réglementaires et recommandations en vigueur. L'amélioration de la gestion des déchets (collecte, traitement et stockage) est aujourd'hui une priorité.

Les déchets de chantier se répartissent réglementairement suivant les quatre catégories suivantes :

- Les Déchets Inertes (DI),
- Les Déchets Non Dangereux (DND),
- Les Déchets Dangereux (DD),
- Les Déchets d'Emballage.

➤ Les déchets inertes (DI) :

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels (pierres, terre, matériaux de terrassement) ou des produits manufacturés (béton, céramique, terre cuite, verre ordinaire).

Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage, soit au stockage en site de classe III. Pour l'instant, ces sites de classe III ne sont pas soumis à une réglementation spécifique, mais cette situation va évoluer.

➤ Les déchets Non Dangereux (DND) :

Ce sont des déchets produits par l'artisanat, l'industrie, le commerce et les services qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxique et qui ne sont pas inertes.

Ce sont des déchets mono-matériaux (bois non traité, métaux, plâtre, bitume), des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, des matériaux fibreux (à l'exception de l'amiante), du verre traité, des matières plastiques et des matières adhésives.

Les DND doivent être dirigés, soit vers des circuits de réemploi, recyclage, récupération, valorisation (y compris incinération avec récupération d'énergie), soit vers des incinérateurs ou soit en stockage de classe II.

➤ Les déchets Dangereux (DD) :

Ce sont des déchets qui contiennent des substances dangereuses pour l'homme ou l'environnement et qui nécessitent des traitements spécifiques pour leur élimination. Selon le Décret de novembre 2002, les déchets de chantier dangereux sont :

- Le bois traité avec un autre produit « T+ », « T », « Xn », ou « dangereux pour l'environnement »
- Les peintures, solvants et vernis étiquetés « T+ », « T », « Xn », ou « dangereux pour l'environnement »,
- Les produits hydrocarbonés issus de la houille (goudron, suie, ...),
- Les produits chimiques de traitement préventif des bois (antioxydants, fongicides) ou de nettoyage (abrasifs, détergents, ...) étiquetés « T+ », « T », « Xn » ou « dangereux pour l'environnement »,
- Les agents de fixation et de jointoiement non mis en Œuvre,
- Les produits à base d'amiante,
- Les huiles minérales de vidange,
- Les chiffons et matériels d'application souillés par des produits de cette liste,
- Les DND souillés (en particulier les emballages vidés et non rincés),
- Les DD doivent être orientés vers des sites de traitement adaptés : installations de stockage de classe I, unités de régénération, usines d'incinération, ...

➤ Les déchets d'emballage :

Ce sont des déchets appartenant à la catégorie des Déchets non dangereux mais qui sont soumis à des objectifs de valorisation strictes.

Ce sont principalement les palettes de bois, les emballages plastiques (housses, polystyrènes de calage, fûts, flacons, bouteilles et bidons non souillés par des DD, ...), les emballages en papier et en carton et les emballages métalliques non souillés par des Déchets non dangereux (pots, fûts).

Les déchets d'emballages doivent être valorisés et remis à des entreprises agréées pour cette activité.

LA RESPONSABILITE

Tout au long du projet, chaque entreprise présente sur le chantier est responsable du devenir de ses déchets.

La responsabilité d'une entreprise peut être engagée lorsqu'un problème de pollution apparaît chez un récupérateur ou un exploitant d'installation de traitement / stockage dont l'origine est imputable au déchet en question. Cela est vérifié lorsqu'une entreprise :

- confie un déchet sans informer explicitement le récupérateur de ses caractéristiques et de sa nocivité,
- livre un déchet non conforme aux échantillons testés avant la transaction avec l'éliminateur.

ORGANISATION DES AIRES DE STOCKAGE SUR LE SITE

Prévoir la mise en place d'un lieu de stockage des déchets facilement accessible pour le personnel du chantier et pour les camions chargés de l'enlèvement des bennes.

Une étude devra être réalisée concernant l'emplacement adéquat, la capacité maximale des bennes et leur fréquence d'enlèvement afin de respecter la charte.

Pour faciliter le contrôle visuel du contenu des bennes par l'entreprise, les endroits visibles et faciles d'accès sont à privilégier.

Pour réduire les déplacements du personnel sur le chantier, plusieurs aires de stockage intermédiaires peuvent être mises en place. Leur localisation peut varier en fonction de l'avancement du chantier afin qu'il reste le plus proche des lieux de production des déchets.

L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre s'assure de la mise en place des aires de stockage des déchets bien signalisées et mises en évidence (couleur, numéro, pictogramme ou représentation des déchets concernés). Ces dernières sont organisées afin que les personnes étrangères au chantier ne puissent pas déposer des déchets susceptibles de souiller les déchets triés.

Tous les produits ou matériaux livrés sur le chantier, en attente d'utilisation, doivent être stockés à l'abri des intempéries et des chocs. Ils sont identifiés (étiquetage, pictogramme...) et leur zone de stockage balisée afin de ne subir aucune détérioration. Pour les produits dangereux, prévoir un local fermé.

Tout stockage d'un produit susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à un dispositif de rétention. Chaque intervenant met en œuvre les moyens nécessaires (rétention dimensionnée, absorbants, aire étanche...) pour éviter les déversements, accidentels ou pérennes de produits dangereux. Les entreprises tiennent à disposition sur le chantier une bâche étanche mobile et un kit de traitement des déversements accidentels.

ORGANISATION DU TRI SELECTIF SUR LE CHANTIER

L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre installera à l'entrée du chantier, sur les lieux de passage, des panneaux rappelant les consignes de sécurité (en accord avec le responsable S.P.S.) et les principales exigences relatives au bruit et au tri des déchets (respect du tri par les entreprises, éviter de jeter des déchets sur le chantier, respecter la réglementation acoustique). Ces panneaux seront maintenus en bon état de propreté durant la totalité du chantier.

Afin de limiter la quantité de déchets produits sur le chantier, une attention particulière devra être apportée par tous les intervenants du chantier à la qualité :

- des plans d'exécution,
- des détails d'exécution (réservations, calepinages,...),
- de l'estimation des quantités de matériaux commandées,
- à la qualité des ouvrages.

L'entreprise titulaire du lot gros œuvre est responsable de l'ensemble de la logistique des déchets à l'intérieur et à l'extérieur du site. Elle doit collecter les bordereaux réglementaires de suivi des déchets. Puis, elle les transmettra à la Maîtrise d'œuvre.

Si les Déchets Dangereux sont repris par les entreprises qui les génèrent, ces dernières doivent fournir à la Maîtrise d'œuvre la preuve qu'elles ont confié ou éliminé les déchets de manière conforme à la Loi et ce, en fournissant le bordereau réglementaire de suivi des différents déchets.

En fonction de l'avancement des travaux, les déchets triés sur site correspondent aux catégories suivantes :

- Les métaux,
- Les déchets inertes,
- Le bois brut,
- Les déchets industriels spéciaux,
- Les ordures ménagères sont collectées dans des conteneurs spéciaux fermés.

Les bennes sont remplacées autant de fois que nécessaire, de façon à assurer la propreté du chantier.

Néanmoins, chaque entreprise est chargée de nettoyer quotidiennement son poste de travail. Les déchets doivent être acheminés jusqu'aux bennes prévues à cet effet.

En cas de manquement à ces obligations, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS mettront en demeure l'entreprise principale ; les frais financiers seront imputés à l'entreprise défaillante.

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

MATIERES ET SUBSTANCES DANGEREUSES

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DD) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture...).

Ces produits ne doivent pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informe préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établit un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assure l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.



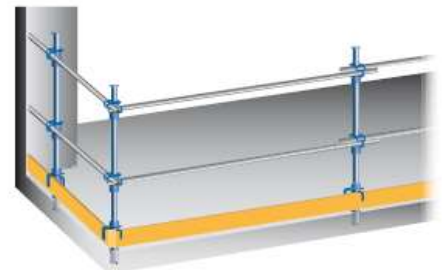
PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers.

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé aux moyens de garde-corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).

Pour les trémies inférieures à 0,80 m, celles-ci pourront être protégées par un platelage fixé et balisé.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.



TRAVAUX DE COUVERTURE

L'entreprise titulaire du lot charpente béton doit installer, après la pose de sa charpente métallique, un filet de sous-face ainsi que des protections collectives et contre le risque de chute de hauteur en rive de toiture.

Le filet de sécurité est un dispositif de protection collective qui n'empêche pas les chutes ; il ne fait que les arrêter et en diminuer les conséquences.

Il est donc nécessaire de l'installer et de l'utiliser correctement. Les filets doivent être montés par du personnel compétent au montage, au contrôle, à l'entretien et au démontage des filets et accessoires d'accrochage.

Les assembles des éléments de charpente ne pourront se faire qu'à partir d'une nacelle. Aucun personnel ne doit circuler sur les profilés de charpente.

Afin d'éviter le risque de chute de hauteur, l'entreprise chargée de la pose de la charpente, installera des protections collectives temporaires en rive de toiture conformément aux dispositions du Code du Travail et devra résister à la chute de personne (ces protections doivent être vérifiées quotidiennement par du personnel formé et habilité).

L'entreprise, réalisant la pose du bac acier en couverture, doit mettre en place, avant le début de son intervention, un dispositif d'accès à la toiture (ex : tour d'accès).

LES PROTECTIONS PERIPHERIQUES TEMPORAIRES POUR LES TRAVAUX DE TOITURE

Ce sont des matériels spécifiquement destinés à former une protection collective durant les travaux de couverture et/ou d'étanchéité en toiture. Leur fonction est d'empêcher la chute de personnes et d'objets.

Cette protection comporte un ensemble de potelets, une lisse haute située entre 1,00 m et 1,10 m du plan de travail, une lisse intermédiaire à mi-hauteur et d'un filet de protection. Si la protection n'est pas fixée sur un acrotère de résistance suffisante, elle doit être complétée par une plinthe.

Leur conformité aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité peut être évaluée en référence à la norme NF P 93-355



LES DISPOSITIFS POUR ATTENUER L'EFFET DE LA CHUTE

Ce sont en fait des dispositifs d'arrêt de chute : ils regroupent essentiellement les filets en grande nappe et les filets sur console. Ils sont adaptés aux situations dans lesquelles il n'est pas possible d'empêcher la chute par une protection collective.

La conformité aux exigences minimales de solidité et de sécurité des matériaux et matériels qui les constituent (nappes de filet, cordages, supports) peut être évaluée en référence à la norme NF EN 1263-1.

Ils doivent être mis en œuvre au plus près du niveau de travail pour limiter la hauteur de chute, qui ne doit en aucun cas excéder 3 m et assurer l'absence de choc avec le sol ou un obstacle avant l'arrêt de la chute. La norme NF EN 1263-2 précise les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs.



La recommandation R446 de la CNAMTS complète les informations à connaître pour l'utilisation et l'installation des filets en grandes nappes.

Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente.

La Maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

TRAVAUX DE FAIBLE HAUTEUR

Les plates-formes individuelles roulantes (PIR)

Ce sont des matériels légers et compacts, conçus pour être manutentionnés et utilisés par un seul opérateur travaillant sur un plancher dont la hauteur maximale au-dessus du sol est de 2,50 m.

Ce sont des matériels conçus pour les travaux de second œuvre et les travaux de nettoyage et d'entretien.

Leur conformité aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité peut être évaluée en référence à la norme NF P 93-352.



Les plates-formes individuelles roulantes légères (PIRL)

Ce sont des matériels légers et compacts, conçus pour être manutentionnés et utilisés par un seul opérateur travaillant sur un plancher dont la hauteur maximale au-dessus du sol est de 1,50 m.

Leur conformité aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité peut être évaluée en référence à la norme NF P 93-353.



Les échafaudages de pied

Un échafaudage est un équipement de travail, composé d'éléments montés de manière temporaire en vue de constituer des postes de travail de hauteur.

Ces équipements doivent être utilisés en respectant la notice du fabricant qui décrit les configurations d'installation prévues.

Les dispositions réglementaires des articles R. 4323-69 à R. 4323-80 du code du travail et celles de l'arrêté du 2 septembre 2004 précisent les règles de conception, d'installation, de vérification et d'utilisation des ouvrages d'échafaudage.

Les échafaudages roulants :

Pour les travaux de moindre envergure et de durée relativement courte en façade et parois verticales ou en plafond.

Quelle que soit sa hauteur, le déplacement d'un échafaudage roulant, en présence de personnel sur le plancher est proscrit.



Chaque entreprise doit avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant l'utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie.

Les nacelles :

Quand cela est possible, et à condition de respecter certaines règles d'utilisation, l'emploi de nacelles élévatrices est conseillé.

Les nacelles doivent être vérifiées tous les 6 mois ou lors de toute remise en service par du personnel qualifié (technicien, organisme de contrôle...).

Leur utilisation ne doit être confiée qu'à des agents qualifiés, c'est-à-dire formés et ayant une autorisation de conduite ; le **CACES** est obligatoire sur ce chantier.



INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

Les installations électriques seront réalisées suivant la Note d'Organisation de chantier ind 4 en date du 05/12/2019.

Depuis ce tableau sont réalisés :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels ;
- l'installation d'éclairage des circulations.



Les installations de distribution électrique intérieure sont à la charge de l'entreprise définie dans la Note d'Organisation de chantier – ind 4 en date du 05/12/2019. Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment.

L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.

Concernant les prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises, chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier :

- Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ;
- Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ;
- Prises de protection IP 447 incassables ;
- Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ;
- Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection

L'installation d'éclairage de chantier, l'éclairage des postes de travail est à la charge de l'entreprise du lot n°1 gros œuvre. Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.

Le contrôle des installations électriques de chantier est à la charge de l'entreprise définie dans la Note d'Organisation de chantier – ind 4 en date du 05/12/2019. Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.

Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.

TRAVAUX A RISQUES SPECIFIQUES (VRD)

Travaux en hauteur :

Les canaliseurs travaillant à proximité de tranchées ou sur des toits pour déposer les réseaux aériens, doivent être formés aux risques de chutes de hauteur et aux modes opératoires propres à ce type d'intervention. Ils doivent également savoir utiliser les EPI anti-chutes pour les interventions de courte durée et/ou pour mettre en place des protections collectives.

Pour les travaux en hauteur et suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Travaux à proximité d'ouvrages :

Lors des travaux de terrassement, les équipements peuvent accrocher des réseaux souterrains (électricité, gaz, communications, ...) mais aussi des réseaux aériens causant ainsi des nuisances pour les utilisateurs, des pertes d'exploitation pour les concessionnaires mais surtout mettre en péril la vie des opérateurs se trouvant à proximité. Avant toute intervention sur le site, l'entreprise devra réaliser les DICT et établir une réparation sur le site en fonction des retours de celles-ci. En complément, l'entreprise devra réaliser des sondages pour s'assurer de leur bon positionnement.

Travaux sous circulation :

Les travaux sous circulation présentent un risque important de collisions entre les salariés qui travaillent et les usagers. Les compagnons, le personnel d'encadrement doivent porter un gilet de haute visibilité. Les compagnons doivent également être formés à la mise en place de la signalisation temporaire, avoir la capacité d'avertir, de protéger, de guider et d'inviter les usagers à modifier leur comportement face à une situation inhabituelle.

Traitement aux liants hydrauliques :

Concernant le traitement aux liants hydrauliques, les opérateurs devront utiliser des équipements de protection individuelle (E.P.I) et notamment pour la protection des voies respiratoires et les yeux. Les travaux seront réalisés sans grand vent et sans situation de coactivité avec d'autres entreprises. Toutes les mesures seront prises pour limiter les nuisances sur l'environnement proche.

Interventions sur regard de visite :

Concernant les interventions sur les regards de visite, le travail, sur ces ouvrages, consistant à retirer une protection collective, trappe ou une dalle, avant de les rehausser, l'entreprise aura à reconstituer cette protection collective dès son arrivée sur le site à l'aide :

- d'un garde-corps si le personnel n'est pas amené à travailler dans l'ouvrage,
- d'un garde-corps et de planchers de travail dans l'ouvrage si le personnel est amené à intervenir dans celui-ci.

Le mode de pose et de dépose des protections mises en place sera développé dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.

Travaux de pose de canalisations :

Pour ce qui des travaux de pose de canalisations, les fouilles en tranchées exposent les salariés à des risques graves, et en particulier à des risques d'éboulement :

- dans tous les cas pour une profondeur supérieure à 1.30 m et pour une largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur
- suivant la nature et l'état du terrain

Le talutage des parois peut éviter l'utilisation de blindage mais l'angle doit être défini en fonction de la nature du terrain, de sa cohésion et de sa teneur en eau. A défaut d'étude particulière, retenir un angle de 45°, soit au rapport de 1 pour 1. En fonction de la nature des travaux à réaliser, l'entrepreneur définira le mode d'étalement des fouilles adéquat.

Pour le choix du matériel, il est recommandé d'obtenir des fabricants de blindage les renseignements suivants :

- dimension et poids des différents éléments ;
- résistance à la poussée des terres ;
- mode d'emploi ;
- limites d'utilisation du matériel.

Pour les zones circulées, il faudra tenir compte des surcharges amenées par le déplacement des camions et engins à proximité de la fouille. En outre, l'entrepreneur déterminera le nombre de blindages nécessaires en fonction du chantier et s'assurera que les conditions de transport et de mise en place de ceux-ci sont compatibles avec les engins de transport et de manutention envisagés pour la réalisation du chantier

Utilisation de lasers d'alignement :

Le laser d'alignement est un appareil émettant une lumière amplifiée obtenue par l'émission stimulée d'un rayonnement électromagnétique. Il émet une lumière visible de couleur rouge très caractéristique. L'ensemble des personnes travaillant dans un chantier où un laser est utilisé doivent être informées des risques de lésion oculaires en cas d'exposition de l'œil afin qu'elles ne recherchent pas à fixer volontairement le rayonnement. Lors de l'utilisation de l'appareil, mettre en place le panneau normalisé signalant le fonctionnement du laser. Délimiter, et si possible interdire matériellement l'accès à la zone où une exposition accidentelle de l'œil est dangereuse. Celle-ci mesure environ 6.00 m dans l'axe du rayon. Ne pas manquer de former les nouveaux arrivants.

Utilisation de gamma densimètres :

Le gamma densimètre est un appareil contenant une source radioactive close permettant de mesurer la compacité des matériaux. La possession et l'utilisation d'un gamma densimètre sont soumises à déclaration et autorisation spécifiques.

Un suivi médical particulier est obligatoire pour le technicien opérateur. Il faut s'assurer que l'appareil est à jour des vérifications périodiques réglementaires et qu'il soit en bon état de marche. Il faut également s'assurer que l'opérateur est habilité et est à jour des visites médicales obligatoires. Il y aura lieu de mettre en place le panneau normalisé signalant la présence d'une source radioactive.

Il faut tenir éloigné de l'appareil toute personne n'ayant pas de rapport avec l'utilisation de celui-ci, manipuler et transporter l'appareil avec précaution.

Travaux divers :

Certains travaux sont susceptibles d'engendrer des risques, tant au niveau du salarié qui les exécute que du personnel situé à proximité de la zone. Les entreprises proposeront pour chacun d'eux, dans leurs PPSPS des mesures préventives et pourront s'appuyer en cela sur les fiches éditées par l'OPPBTP.

Les travaux suivants seront développés dans les PPSPS par les entreprises : (liste non exhaustive)

- réalisation et repli de balisages sous circulation ;
- travaux au voisinage de réseaux sous tension ;
- pose et dépose de bordures ;
- surélévation de regards ou de trémies ;
- méthodologie de blindage ;
- manutention des coques préfabriquées ;
- pose et dépose de la signalisation routière.

PREVENTION DES RISQUES LIES AUX MALADIES PROFESSIONNELLES

Surdité professionnelle :

Le principal risque sur ce type de chantier est lié au bruit émis lors des travaux de :

- démolition par B.R.H., par marteau piqueur, ... ;
- sciage de l'enrobé existant, des bordures ou des dalles ;
- rabotage des enrobés.

Les salariés concernés par ces travaux ou se trouvant à proximité seront équipés de protections individuelles spécifiques.

L'entreprise exécutant ces travaux de démolition ou de sciage mettra à disposition des salariés concernés les E.P.I. nécessaires.

Chaque entreprise fournira à son personnel des protections adaptées au travail à réaliser.

Prévention du personnel par vaccination :

La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale pour tous les corps d' tat.

En ce qui concerne celle pour la leptospirose, le choix appartient aux médecins du travail de chaque entreprise concernée.

Leptospirose = maladie dont les vecteurs sont les rats et l'eau souillée.

Les premiers signes pathologiques sont l'hémorragie du foie et une forme de typhoïde.

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Mesures spécifiques :

Il incombe aux entreprises de détailler les mesures suivantes à travers leurs PPSPS pour les tâches spécifiques à leurs activités :

- Prévention des risques liés aux chutes de plain-pied, liés aux chutes de hauteur, liés aux chutes d'objet, liés au bruit.
- Prévention des risques liés aux produits chimiques, pollution. (Identification des produits et des moyens de protection).
- Prévention des risques poussière.
- Prévention des risques liés aux vibrations.
- Prévention des risques liés aux risques gaz.
- Prévention des risques liés au trafic des engins et au levage.
- Prévention des risques liés au trafic de la circulation urbaine et piétonne.
- Un tableau devra reprendre les risques que l'entreprise exporte par rapport à l'activité d'une autre entreprise.
- Les risques engendrés par votre activité pour vos salariés.
- Les risques engendrés par les autres entreprises.
- Définir clairement les mesures de secours que votre entreprise met en place pour ces salariés.
- Le nombre de secouristes du travail et le nom du personnel sur le chantier.
- Les moyens matériels de détection des risques identifiés (gaz, risque radiologique...).
- Les méthodologies de travaux et les moyens mis en oeuvre pour supprimer le risque, par exemple les méthodes d'approvisionnement et les techniques de travail.
- Les risques engendrés par l'activité de démolition sur la sécurité des riverains, piétons, circulation des voies publiques, ...

Analyse des risques liés à la coactivité :

L'analyse des risques de coactivité a été établie par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments portés à sa connaissance par le Maître d'Ouvrage lors de la phase étude.

Le PGC étant un document évolutif, le contenu de cette analyse peut être modifié en phase travaux, en fonction du déroulement des travaux et des PPSPS des entreprises.

Les entreprises sont tenues de coopérer avec le Coordonnateur SPS en lui transmettant les éléments nouveaux relatifs aux coactivités, et en appliquant sans délai, les conclusions découlant de la mise à jour de cette analyse.

SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux sont exécutés à proximité d'un site en exploitation et par conséquent, nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public a la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

HORAIRES DE CHANTIER IMPOSES

Les horaires d'ouverture du chantier pour les jours ouvrés du lundi au vendredi sont de : 07h00 à 19h00.

En phase 2, pour les travaux dans les bâtiments existants, ces horaires seront adaptés en fonction de la nature des travaux.

Les horaires de chantier seront confirmés lors de la période de préparation.

HORAIRES ET CONTRAINTES DE LIVRAISONS

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se font dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fait par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

RISQUE INCENDIE

Pour tout travail de soudage, découpage et/ou utilisation de matériel provoquant des étincelles ou travaux par point chaud, l'entreprise extérieure devra établir avec l'exploitant un permis feu l'autorisant à exécuter les travaux.

Cette demande fait partie intégrante des mesures de sécurité et de prévention contre le risque d'incendie.

La validité du permis feu est fixée par l'exploitant en fonction de la nature des travaux.

Un extincteur approprié aux risques et à jour de ses vérifications est maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune coactivité pendant l'utilisation de produits à risques.

INTERFERENCES AVEC LES CHANTIERS LIMITOPHES

Le Code du Travail impose la concertation entre les maîtres d'ouvrage lorsque plusieurs opérations se déroulent sur un même site. Il s'agit là de gérer les coactivités potentielles entre ces différents chantiers. Pour cela, des réunions de travail faisant appel aux représentants des maîtres d'ouvrage sont organisées selon une fréquence à définir.

Les entreprises, intervenant dans le cadre de la présente opération, peuvent être sollicitées pour participer à certaines de ces réunions, lorsque leurs compétences sont nécessaires.

Les conclusions faites à l'issue de chacune de ces réunions sont portées par le Coordonnateur SPS à la connaissance des entreprises intervenantes, pour mise en application des mesures de sécurité correspondantes.

Si un chantier venait à s'ouvrir, une réunion de concertations est à programmer entre les MO-MOe et CSPS des chantiers concernés. Etablissement d'un planning d'intervention.

Les mesures sont à déterminer lors de la réunion de concertation entre les différents acteurs et seront à intégrer au PGCSPS.

ANALYSE DES RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT

L'analyse des risques liés à l'interférence avec l'environnement du chantier figurent ci-après.

Risques	Oui / Non	Mesure / Commentaire
Risque naturel :		
Evènements et phénomènes climatiques	Oui	Prendre connaissance quotidiennement des bulletins météorologiques.
Risque technologique :		
Exploitation en activité à proximité pouvant émettre des gaz nocifs (chlore, H₂S, SO₃...) ou tous autres dangers.	Non	
Etablissement SEVESO à proximité pouvant être à l'origine de risques.	Oui	
Risque lié à l'activité :	Oui	
Renversement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie de circulation.	Oui	- Port du gilet rétro-réfléchissant obligatoire. - Balisage de la zone de chantier en conformité avec le Code de la route et les recommandations du SETRA.
Electrification, électrocution, brûlure par contact ou arc électrique (travaux à proximité de lignes électriques aériennes).	Oui	Respect du décret du 7 octobre 2011 concernant les DT et DICT. Repérer les réseaux aériens avant travaux respecter les distances de sécurité.
Noyade (travaux à proximité d'étendue d'eau, d'égout, de décanteur, ou suite à une venue d'eau importante imprévue).	Non	
Découverte d'engins pyrotechniques pouvant exploser.	Oui	Faire cesser le travail immédiatement afin d'éviter tout risque. Mettre en place un périmètre de sécurité. Prévenir les services compétents (préfecture), le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.
Déversement accidentel de produits chimiques (pollution du sol, des nappes phréatiques, d'un cours d'eau...)	Non	

RISQUES LIES A LA CIRCULATION EXTERIEURE

Des panneaux « chantier interdit au public » à espace régulier et notamment au droit des possibilités d'accès au chantier des personnes extérieures seront installés conformément à la Note d'Organisation de chantier – ind 4 en date du 05/12/2019.

L'état de ces panneaux devra être maintenu pendant toute la durée des travaux

En cas de croisement de véhicules de chantier au droit de ces intersections, la priorité est toujours au véhicule entrant dans le chantier.

Chaque entreprise veille à ne rien entreposer au droit des entrées du chantier et à ne pas gêner l'accès au chantier pour les véhicules entrant afin que la circulation publique ne soit pas gênée.

Les mesures spécifiques à mettre en œuvre sont les suivantes :

- L'entreprise titulaire fait son affaire des autorisations ou permission de voirie obligatoire.
- Elle a à sa charge la mise en place, l'entretien et le remplacement autant que nécessaire du balisage et des panneaux réglementaires conformes au Code de la Route, des recommandations du SETRA et des réglementations urbaines.
- Au besoin, et sur décision du Maître d'Ouvrage ou du coordonnateur SPS, une circulation alternée peut être mise en place, les modalités, autorisation nécessaire et la mise en œuvre des feux tricolores seront à la charge de l'entreprise.
- Si la configuration du chantier impose une circulation publique piétonne le long de zones de travail où existe un risque de chute de matériel ou de matériaux, une protection appropriée afin de protéger les piétons est mise en place.
- Elle veille à sa maintenance aussi longtemps que le risque perdure.
- Un plan de circulation est établi par le titulaire du lot est soumis à l'approbation du SPS.

MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

PROPRETE DES VOIES

La propreté des voies de circulation publiques, dans l'enceinte de l'hôpital et sur le chantier, sera assurée en permanence durant toute la durée des travaux.

L'entrepreneur respectera les accès et passages piétons aux alentours et sur le chantier de sorte qu'ils soient maintenus propres, en particulier durant les phases de terrassements et libres de détrit.

Tout dépôt de matériels ou matériaux, stationnement ou autre obstacle pouvant nuire au bon fonctionnement des circulations dans l'enceinte de l'hôpital ou sur le domaine public sera pros crit.

L'entrepreneur est tenu de maintenir les abords publics et dans l'enceinte de l'hôpital en état et de les réaménager provisoirement si les travaux l'exigent. En cas de défaillance de l'entrepreneur concerné, la Direction de chantier se chargera de procéder aux réfections nécessaires et les frais seront imputés à l'entrepreneur défaillant.

AIRE DE LAVAGE CAMIONS ET TOUPIES

Tous les véhicules doivent être systématiquement nettoyés avant la sortie du chantier pour éviter toute dégradation ou salissure des voies dans l'enceinte de l'hôpital ou des voies publiques.

A cet effet, l'entreprise titulaire du lot gros-œuvre – terrassements - VRD doit mettre en place et entretenir dans l'emprise du chantier, une aire de lavage des véhicules et des toupies. L'aire de lavage, dimensionnée pour un camion semi-remorque, est équipée d'une fosse de décantation de capacité suffisante et d'un séparateur à hydrocarbures raccordés aux réseaux provisoires d'eaux usées, avec relevage si nécessaire.

NETTOYAGE DU CHANTIER

REGLES GENERALES DE NETTOYAGE DU CHANTIER

- Des bennes à déchets sont installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **§ conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC
- Chaque entreprise doit nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont pros crits du site.
- Les dessertes des bungalows sont maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions doivent être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.

POLLUTION

Des équipements destinés à retenir ou à absorber toute fuite polluante pouvant subvenir sur le site doivent être mis à disposition par les entreprises.

Les cuves et réservoirs de carburant, huiles de décoffrage, adjuvant ou autre, doivent être adaptés aux besoins du chantier. Ils doivent être équipés de bacs collecteurs avec zone de transvasement étanche à l'eau et aux huiles, sans raccordement d'écoulement dans les canalisations.

Ces dispositions doivent pouvoir être mises en œuvre immédiatement, dès qu'un déversement est constaté.

Le lavage des bennes à béton doit se faire obligatoirement dans des « trémies » spécialement conçues pour récupérer la laitance et équipées de bacs de décantation ; aucune eau polluée ne devra être déversée dans le réseau public.

Une attention particulière doit être portée par chaque intervenant, encadrement et personnels, sur la proximité de la rivière la Canche qui, en aucun cas, ne doit être souillée par les activités du chantier ou de mauvais comportements.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

OBJECTIFS

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif n'est atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permet de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier est d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante doit prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle peut être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident est la suivante :

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

en donnant les informations suivantes :

1. ICI : « **Construction d'un bâtiment d'hébergement au Centre Hospitalier d'HESDIN – 13 Boulevard Richelieu à HESDIN** »,
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation doivent toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours peut être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée est apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, doit, dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il doit y avoir sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail doivent être formés.

Chaque sauveteur doit clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.



DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

L'intervention ne doit jamais être effectuée par une personne seule afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque d'incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désigne les zones de stockage particulières.

Le matériel fait l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants doivent être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Rappel :

Permis feu obligatoire pour tous travaux par point chaud.

La demande doit être effectuée auprès du service de sécurité 24 h avant la réalisation des travaux.

MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS, OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le Maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Les principales obligations des entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;
- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.
- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;
- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.

L'entreprise demande au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Le coordonnateur SPS confirme en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.

Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- les consignes à observer et à transmettre ;
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.

L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :

- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;
- de l'entreprise sur les autres intervenants ;
- de l'entreprise sur ses propres salariés.

DIFFUSION DES PPSPS

La diffusion du PPSPS est la suivante :

⇒ Un exemplaire papier et un exemplaire informatique sont adressés pour avis au Coordonnateur SPS :

ACI (Assistance Conseil Ingénierie)

5 bis rue du Bois

60220 BOUTAVENT

Après avis, un exemplaire est remis au coordonnateur SPS :

- ⇒ 1 exemplaire au Maître d'ouvrage ;
- ⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.
- ⇒ 1 exemplaire du PPSPS du lot gros œuvre doit être adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP.

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.

Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.

Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.

Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'œuvre et aux entreprises concernées.

Ces entreprises doivent alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence et diffuser cette mise à jour.

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.

A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'œuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.

S'il y a lieu, cette mise à jour est effectuée par le coordonnateur SPS et diffusée aux intervenants du chantier.

Cette mise à jour est enregistrée sur le registre journal de la coordination.

La mise à jour du PGC est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document peut être son propre PPSPS.

A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.

Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.

Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifient que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'ŒUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

Le projet de règlement de CISSCT figure en annexe n° 1 du présent PGC

ANNEXE(S)

PROJET DE REGLEMENT DE CISSCT

FICHE EN CAS D'ACCIDENT

PRE-RAPPORT AMIANTE AVANT DEMOLITION